Italie : l'Europe au bord de la crise de nerfs

Daniel Cirera

À la veille des élections italiennes des 24 et 25 février *Le nouvel Économiste* publiait un long article intitulé « *L'Italie de Monti, un cas d'école pour la France de demain* ». Il appelait François Hollande à tirer les enseignements du « *laboratoire Monti* ».
On sait ce qu'il en est aujourd'hui. La révolte contre l'austérité conjuguée à la crise sociale à dimension morale, se sont traduites dans les urnes par l'affaiblissement significatif des forces traditionnelles à droite comme à gauche, le désaveu de l'expérience Monti, et le raz-de-marée du Mouvement des 5 étoiles (M5S) de Beppe Grillo.
Avec le constat de l'impasse des politiques d'ajustement et la gravité de leurs conséquences, les enseignements à tirer du tsunami électoral italien peuvent faire mûrir le débat sur le caractère inédit de la situation et l'effort de renouvellement politique qu'elle appelle.

À la veille des élections italiennes des 24 et 25 février Le nouvel Économiste publiait un article intitulé « *L'Italie de Monti, un cas d'école pour la France de demain* ». Il reprenait l'essentiel d'une analyse de l'Institut de l'Entreprise appelant François Hollande à tirer les enseignements du « *laboratoire Monti* ». Celui-ci a réussi à imposer en quinze mois une série de réformes structurelles à rendre jaloux le patronat et la droite français. Se félicitant que le candidat du centre gauche Pier Luigi Bersani ne remette pas en cause ces réformes, le journaliste avançait que « *c'est même une alliance entre la gauche et le centriste Monti qui est considérée, comme vraisemblable* » car « *contrairement aux Français, les Italiens sont convaincus de l'urgence des réformes. Les élections des 24 et 25 février devraient le démontrer.* » On sait ce qu'il en est aujourd'hui. La faiblesse du résultat du meilleur élève de l'Europe n'a pas permis la constitution d'une majorité PD-Monti au parlement, hypothéquant le scénario espéré. Par contre le blocage institutionnel créé notamment par le refus du Mouvement de Beppe Grillo d'envisager un soutien, même circonstancié, à la coalition conduite par Bersani arrivée en tête, et d'autre part l'opposition d'une majorité des électeurs, des militants et des élus de gauche à un accord entre le centre gauche et le PDL de Berlusconi en dépit des offres insistantes du Cavaliere, rendaient la situation totalement incertaine et bien des configurations possibles, comme on le verra.

La révolte contre l'austérité conjuguée à la crise sociale à dimension fortement morale, la défiance partagée envers un système politique épuisé se sont traduites dans les urnes par l'affaiblissement significatif des forces traditionnelles à droite comme à gauche, un échec de la gauche, le désaveu de l'expérience Monti, et le raz-de-marée du Mouvement des 5 étoiles (M5S) de Beppe Grillo. La vie politique italienne nous a habitués à des situations originales aussi incertaines que difficiles à démêler pour un observateur européen. Cette fois, les conséquences de la difficulté à constituer une majorité stable capable de poursuivre le plan de réformes d'ajustement, et moins encore à ouvrir une perspective alternative dans la troisième économie de la zone euro, ont débordé le cadre transalpin. « *L'Italie anti-rigueur alarme l'Europe* » titre *Le Monde* au lendemain des élections.

L'impact de la critique frontale du magistère de l'Allemagne d'Angela Merkel sur l'Europe et de son cœur économique l'euro, jusque-là banalisé, manifeste des tensions nouvelles qui travaillent le corps social dans un pays où l'Europe a été accueillie dès les origines comme un substitut dynamique à la faiblesse historique de l'État national. Rappelons que contrairement à des pays comme la France ou l'Allemagne, l'euro avait été adopté sans état d'âme ni nostalgie de la lire. Ni le traité constitutionnel, ni celui de Lisbonne, ni le pacte budgétaire ou « *la règle d'or* » n'ont suscité de réels débats. Cette fois, après la Grèce et l'Espagne, en résonance avec la poussée des courants eurocritiques, eurosceptiques et populistes dans les autres pays, la contestation des politiques austéritaires, sur fond de récession et de chômage des jeunes, c'est la confiance dans le projet européen qui est atteinte. Pour la première fois, le clivage sur l'Europe a fait son entrée dans le débat politique italien, activé par Berlusconi et le mouvement de Beppe Grillo.

C'est un des paradoxes au prime abord déroutant mais de grande signification que la crise provoquée par un vote puissant – y compris dans la confusion – pour un changement de politique et *de la politique* débouche *in fine* sur un gouvernement de large entente entre toutes les forces politiques qui avaient soutenu Monti pour poursuivre ses réformes. Mais il ne s'agit pas d'un simple retour à la case Monti sans Monti. Au terme de 50 jours de rebondissements, avec la nomination de Enrico Letta

par Giorgio Napolitano, réélu en dernier recours président de la République, et la formation d'un gouvernement de coalition entre le PD et le PdL, le parti de Berlusconi, une étape est franchie. Tout d'abord, il ne s'agit plus d'un gouvernement de « *technocrates* » mais d'élus et de responsables politiques, constat d'échec de l'expérience Monti. Surtout le résultat le plus choquant est le retour d'un Berlusconi paradant, absent du gouvernement, mais représenté par le secrétaire général de son parti, Angelino Alfaro, nommé ministre de l'Intérieur, et qui tient entre ses mains dans les coulisses l'existence de l'exécutif. Le PD de Bersani est le grand perdant, pourtant arrivé en tête, et la gauche. Letta est certes vice-président du PD, mais ce neveu du proche conseiller de Berlusconi est issu de la Démocratie chrétienne, comme Alfaro. Par contre on ne trouve dans ce gouvernement plus aucun représentant significatif de l'ex-PCI.

Le fossé se creuse

Ces élections ont donc ouvert une période incertaine, révélatrice et de l'enfoncement dans la crise, des tensions et des fractures qu'elle génère, marquée dans le même temps par une révolte citoyenne exprimée dans la fureur « *anti-système* » et la confusion par le vote pour Beppe Grillo, nourrie par le comportement et les propositions démagogiques d'un Berlusconi requinqué. Le fossé entre le système politique et les citoyens était repéré, en Italie, comme en France et la plupart des pays de l'Union européenne. Si sa profondeur se manifeste ici comme une alarme déstabilisante, c'est qu'après une vingtaine d'années marquée par un délitement politique, la corruption de l'ère Berlusconi puis l'expérience Monti dans le contexte d'une crise européenne sans précédent, aucune force à gauche n'apparaît porteuse de solutions à la crise ni d'un renouveau démocratique répondant aux attentes, sociales et citoyennes, de larges couches de la population. « *La pression et l'approfondissement de la crise et le mécontentement provoqué par les mesures prises pour la contrer, aussi iniques qu'inefficaces, ont déterminé dans le contexte italien une révolte de l'électorat qui s'est exprimée non pas sur le terrain de la lutte des classes mais sur celui de l'opposition entre les citoyens et "la caste"* », analyse Rifondazione.

Certes le centre gauche conduit par le Parti démocratique de Pier Luigi Bersani arrive en tête aux élections. Bénéficiant de la loi électorale, il obtient la majorité des sièges à l'Assemblée nationale. Mais avec 25 % des suffrages – 30 % pour toute la coalition de centre gauche – il perd 3 millions de voix et 8 % sur 2008. Il reconnaît lui-même que s'il est le premier, il n'est pas le vainqueur. Il ne bénéficie pas du recul spectaculaire de Berlusconi qui, malgré sa remontée dans la dernière période, passe de 37 à 22 %, la coalition de droite perdant 8 millions de voix et passant de 49 % en 2008 à 29 %.

Le désaveu le plus manifeste est venu du naufrage de Mario Monti qui obtient moins de 10 % des suffrages. Le gouvernement « *technique* » de l'ancien commissaire européen soutenu par le patronat, le Vatican, Berlin, Bruxelles, les marchés, le FMI, et la plupart des forces politiques, hors la Ligue du Nord et la gauche communiste et radicale, mais y compris le Parti Démocrate, reçoit un désaveu cinglant. Tous les partis qui l'ont soutenu en font les frais. Accueilli avec bienveillance, voire soulagement, par une Italie qui n'en pouvait plus de l'humiliation, des frasques, de la collusion entre argent, médias et pouvoir, de Berlusconi, sa cote s'est rapidement érodée jusqu'à l'effondrement. Son bilan : une cure de réformes drastiques avec facilitation des licenciements, attaques contre les retraites, augmentation de la pression fiscale avec pour résultat augmentation de la précarité, de la pauvreté, du chômage, et au final l'entrée en récession. Le chômage atteint 11 % de la population active (sans tenir compte du chômage technique) dont 37 % chez les jeunes de moins de 25 ans ; plus de 100 000 PME-PMI ont fermé leurs portes en 2012. Caractéristique italienne, le nombre d'étudiants a chuté de 50 000, et celui de jeunes diplômés qui ont quitté le pays ces 20 dernières années, faute d'y trouver un emploi, dépasse le million. On parle d'un « *pays sans avenir* ». « *Les italiens ont cru que la chute de Berlusconi entraînerait une reprise économique. Pas du tout. Les causes de la crise sont très profondes, très complexes. Le futur demeure incertain. Du coup, nous sommes dans une phase très triste avec des suicides, des attentats, de fortes tensions sociales, de l'insécurité… Tout le monde attend et a peur.* », analyse l'auteur de romans policiers Giancarlo De Cataldo. Dans ce contexte, l'expérience « *technocratique* » mise en place pour l'application des réformes a alimenté la frustration politique, les Italiens se retrouvant gouvernés, selon le schéma très parlant d'un commentateur, « *par les Deux Mario* » – et Draghi à la tête de la BCE –, deux personnalités imposant des politiques non légitimées par le suffrage populaire et devenues insupportables dans tous les sens du terme. L'expérience confirme que la réponse « *technocratique* », autoritaire, sur une base d'union sacrée, non seulement ne crée pas le minimum de consensus dont ont besoin les forces dominantes dans la crise mais déstabilise le système politique, le rapport des citoyens aux institutions, légitimant et alimentant les discours démagogiques et populistes.

Pris dans son ensemble le résultat des élections contestait la stratégie d'une « *gouvernance au centre* » consensuelle, même dans ce contexte de brouillage du clivage droite-gauche. « *Monti a fait une erreur en croyant qu'il pouvait créer en Italie une sorte de parti transversal des réformistes* », note Franco Debenedetti, journaliste et ancien député de gauche, « *car le pays reste traditionnellement structuré par l'affrontement droite gauche. Cette dichotomie a été amplifiée par la campagne électorale* ». Contesté par les électeurs aussi le scénario d'une grande coalition PD-Monti-PDL de Berlusconi, qui avait les faveurs des forces libérales italiennes et européennes. Après avoir fait débat au PD, finalement cette alliance est exclue par la base du parti et ses électeurs, rejetée par Bersani, alors que la coalition PD-Monti, un temps envisagée, n'est pas suffisante pour constituer une majorité au Sénat. Cela alors que la gauche communiste et radicale est une nouvelle fois absente du parlement. La configuration majoritaire dépendait ainsi pour une part décisive du choix tactique et stratégique de Beppe Grillo et de ses élus (plus de 130 à l'Assemblée nationale).

Le MS5 premier parti d'Italie

Le vote pour le Mouvement 5 étoiles (M5S) de Beppe Grillo a bouleversé le paysage. Par son ampleur au-delà des pronostics pourtant très favorables. Avec 25,4 % des voix, 8,7 millions d'électeurs, il devient le « *premier parti* » d'Italie. Par ses conséquences institutionnelles

dans la mesure où il était indispensable pour constituer une majorité nouvelle laissant la droite à l'écart, comme le souhaitaient une majorité des électeurs. En faisant voler en éclat *a priori* le projet de construction bipolaire autour d'une alternance consensuelle centre gauche/centre droite. Ce n'est pas la moindre des leçons à méditer que ce populisme, son intransigeance pour pousser à son paroxysme la crise politique, débouche sur le maintien du système existant, son renforcement à certains égards, en totale opposition à la demande de changement radical exprimé par ses électeurs. Beppe Grillo n'en est pas seul responsable, mais il en porte une responsabilité écrasante, pariant qu'une coalition droite-gauche conforterait et justifierait sa dénonciation du système, alors que nombre de ses élus, de ses électeurs, l'appelaient à un compromis avec le Parti démocratique, sur quelques priorités.

Quoi que l'on pense de cette stratégie, et quelle qu'ait été l'issue de l'imbroglio politique, le vote pour le M5S révèle la profondeur d'une crise de la politique dont les traces et les fractures se manifestent dans l'ensemble de la zone euro, mais qui prend ici une forme exacerbée et une puissance dévastatrice. Le désarroi et la recherche de solutions hors des cadres considérés comme obsolètes ne sont pas propres à l'Italie, mais les conséquences ici sont originales dans la mesure où elles ne s'expriment pas dans l'abstention ni par une poussée de l'extrême droite.

Le propre du mouvement lancé par Beppe Grillo est d'être difficilement classable. C'est indéniablement une manifestation typique du populisme dans ce qu'il a de plus inquiétant, porté par un tribun s'identifiant à « *l'homme de la rue* », opposant « *le peuple aux élites* », jetant tous les « *politiques* », et y compris les syndicats, dans le même sac. « *Qu'ils [les élus] rentrent tous à la maison !* » est un thème classique du discours populiste. Beppe Grillo a joué sur les thématiques dangereuses du droit du sol, de l'immigration, allant jusqu'à tendre la main à un groupuscule d'extrême droite. Le tribun rassemble par son charisme et par les contradictions mêmes de sa plate-forme fourre-tout. Dans le même temps il entraîne des millions de gens qui n'en peuvent plus de sacrifices imposés par « *l'Europe allemande* » et des dirigeants sans légitimité populaire, une « *classe* » politique délégitimée par son incapacité à se renouveler, compromise par la corruption, les avantages matériels et les prébendes, incapable de résoudre les problèmes du pays. Des femmes et des hommes de gauche, des militants, voire des élus, le rejoignent dans sa contestation radicale de l'austérité, comme porteur d'un autre modèle de société, aux fortes références écologiques, et fondé sur la démocratie directe. En « *renversant la table* », ses électeurs ont exprimé leur refus du scénario annoncé de la poursuite des politiques menées par un personnel politique coupé de la vie réelle, sourd à leurs angoisses, discrédité par les scandales de corruption. Ils ont dit dans les urnes l'exaspération qui dans d'autres pays s'expriment dans les révoltes de la rue.

Un vote de colère et d'espérance

Le trouble est d'autant plus grand qu'une part essentielle du vote Grillo vient d'électeurs de gauche, du mouvement écologiste et social. L'éditorial de *Il Manifesto* titre au lendemain les élections « *Les grillistes sont les nôtres* ». Il est clair qu'on ne saurait assimiler le vote pour le M5S à un vote d'extrême droite. 38,4 % des électeurs déclarent avoir voté pour protester mais en même temps, et cela mérite qu'on y insiste, un forte majorité 61,6 % considèrent leur choix comme un vote « *d'espérance* ». Un quart de ses électeurs avait voté pour le PD en 2008, 14,5 % pour L'Italie des Valeurs du juge Di Pietro, et 5 % pour la Coalition d'Arc-en-ciel de la gauche communiste radicale et mouvementiste. Ils y ont trouvé des thèmes et des références identifiés comme ceux de la culture de gauche : les biens publics, la nationalisation de l'eau, la préoccupation environnementale, la transparence politique. On relèvera qu'en Italie, contrairement aux autres pays du Sud, on n'a pas vu émerger un puissant mouvement contre l'austérité, même si la période a été marquée par des mobilisations significatives des étudiants, des enseignants, des personnels des services publics et des hôpitaux, d'élus locaux contre les coupes budgétaires, de salariés de l'automobile contre le démantèlement des garanties sociales. Les mouvements sociaux ont surtout mobilisé sur le thème des biens publics, de l'eau ou contre la ligne à grande vitesse Turin-Lyon. Les organisations syndicales ont organisé des journées d'action contre les réformes de Monti – notamment sur la réforme du droit de licenciement – sans marquer de manière significative le débat politique.

Signal d'une recomposition en profondeur, le vote pour le M5S traduit aussi un déplacement tectonique, horizontal, des références politico-sociologiques. S'y retrouvent aussi bien des entrepreneurs que des salariés, (40 % des électeurs), des chômeurs (43 %), des professions libérales (31 %) et des étudiants (29 %), massivement des jeunes.

Le politologue Ilvo Diamante invite à la prudence et à ne pas considérer ce vote comme « *un événement violent mais transitoire. Un événement qu'il serait possible de résorber avec une stratégie traditionnelle. Par une grande coalition, avec d'anciens ou de nouveaux acteurs. Même en intégrant dans l'espace gouvernemental les "derniers arrivés". Ce n'est pas cela. Parce que les fondations mêmes des forces politiques traditionnelles, après une lente érosion, se sont effondrées. Les mêmes divisions politiques qui ont caractérisé la seconde – mais aussi la première – République sont en mesure ni de cliver les électeurs ni de les agréger. Nous sommes entrés dans une autre Histoire. Les partis "traditionnels" pour relever le défi de la M5S ne peuvent pas les suivre sur son propre terrain. Le flatter. Espérer l'intégrer. Parier sur sa désintégration. Le Parti démocrate, en premier. Il ne suffit pas de se rénover, de se rajeunir* » (*La Repubblica* 1/3/2013). Il parle là pour le PD. Mais la réflexion vaut pour toute la gauche dont le total des voix – toutes composantes confondues – est le plus faible depuis 1948 (32 % contre 41 % en 2008).

Un échec de toute la gauche

Si ces élections marquent l'échec de l'expérience Monti, et dans ce sens de la stratégie européenne de la « *troïka* », elles signent aussi un échec de la gauche, de toute la gauche, avec ses clivages mais aussi un héritage commun. La gauche politique mais aussi sociale, y compris les mouvements. Jamais remise du suicide assisté du PCI, la gauche italienne n'en finit pas de se chercher pour proposer une perspective de changement, entre une troisième voie « *démocrate* » au nom du réalisme et une radicalité mouvementiste en manque de dynamique unitaire dans

le pays réel. Dans un rassemblement de dernière minute sous le label de la « *Révolution sociale* », sans ancrage populaire, et un discours essentiellement de moralisation de la vie politique, la gauche communiste et radicale, divisée et affaiblie par son absence du parlement depuis les élections de 2008, n'a pas porté d'espoir crédible. Avec 2,25 % des voix, elle reste absente du débat politique et des institutions.

Quant au centre gauche, derrière le secrétaire général du Parti démocrate, il ne porte aucune dynamique, affaibli par son soutien à Monti, et limitant son projet à la poursuite de la politique de réformes, atténuées d'un peu plus de justice sociale. « *Bersani aurait dû gagner* », explique le directeur de *La Repubblica*, Ezio Mauro au lendemain du vote, « *mais il n'a pas compris la revendication principale des Italiens : le changement. Il faut changer la politique pour mieux la sauver et changer la gauche et ses leaders pour les mettre à l'écoute du pays, des plus pauvres notamment. Bersani aurait dû précéder Grillo au lieu de le suivre et proposer des réformes radicales.* » On n'en est plus là avec la mise en place du gouvernement Letta qui consacre l'échec dramatique de la stratégie de Bersani. Il se retrouve enfermé dans une coalition qui prend à contre-pied ses électeurs et l'engagement solennel à ne jamais s'allier avec Berlusconi. L'échec de la candidature consensuelle Prodi à la Présidence suite au vote négatif d'une cinquantaine de députés du PD a fait exploser le parti et conduit à la démission de toute la direction. Confronté à un tel désastre et à l'effondrement de ses repères incertains, le PD se retrouve face à ses contradictions et à ses débats liés à son histoire entre la figure montante Matteo Renzi, le jeune maire de Florence traçant le sillon moderniste d'un « *nouveau réformisme* », et un courant tourné vers la gauche et ouvert à un rapprochement avec Beppe Grillo, conduit par Fabrizio Barca, fils d'un parlementaire ex-PCI, et ex-ministre du gouvernement Monti.

Cette défaite et cette nouvelle crise existentielle à gauche sont d'autant plus marquantes qu'elles frappent les héritiers de ce qui fut un des plus puissants et influents partis communistes des pays capitalistes développés.

« *L'Italie se meurt par la faute de l'austérité* » (A. Letta)

Dans une configuration dramatique propre à la situation italienne, les électeurs italiens ont exprimé dans les urnes colère, exaspération et demande d'espoir dans le changement radical d'un système politique incapable d'apporter des réponses à la crise, dépossédant les gens de leur influence sur les choix politiques associés à une construction européenne, non seulement incapable d'apporter des solutions solidaires à la crise mais identifiée à la brutalité méprisante et sourde aux réalités des peuples de « *l'Allemagne* » d'Angela Merkel.

La crise italienne, par le désaveu de Monti, l'écho de la mise en cause de l'euro par Beppe Grillo et de « *l'Europe allemande* » par Berlusconi, s'inscrit à sa manière dans l'aiguisement de la tension entre austérité et relance en Europe, particulièrement dans la zone euro. Ce moment italien fait franchir un nouveau palier dans la confrontation sur la sortie de crise, comme crise politique jusqu'à l'impasse institutionnelle, dans un des États fondateurs et majeurs de l'Union. Il s'inscrit dans la vague des résistances et des révoltes multiformes contre l'austérité et la rigueur, dans la rue comme dans les urnes. Cette contestation confirme et amplifie la délégitimation des politiques néolibérales alors que la situation ne cesse de se détériorer pour les populations. « *Les effets négatifs des restrictions budgétaires et des hausses d'impôts sur l'emploi et le niveau de vie sont de plus en plus visibles dans certains États membres* », souligne un rapport de la Commission publié fin mars. « *La crise sociale que traverse l'Europe continue de s'aggraver. Dans un certain nombre d'États membres, aucun signe d'amélioration tangible n'est en vue. Les personnes les plus pauvres ont très souvent été les plus sévèrement touchées* », constate le commissaire européen chargé des Affaires sociales. Les contradictions s'exacerbent et avec elles des tensions ambivalentes, au sein de chaque pays, et entre pays. Elles alimentent la pressante exigence d'un changement de cap en Europe, un changement radical, et donc les inquiétudes des milieux dirigeants. Révélatrice de cette inquiétude qui gagne les dirigeants de Berlin, dans un premier temps traitant par la dérision méprisante le vote des Italiens, la tribune du ministre allemand des Affaires étrangères dans *Le Monde* (23 mars 2013). Laborieusement, il s'emploie à répondre « *à une thèse familière qui retrouve une certaine popularité* » depuis les élections législatives en Italie, thèse selon laquelle « *ce serait une politique d'austérité imposée de l'extérieur qui aurait conduit à ce résultat électoral. Répondant à ceux pour qui en Italie c'est le "cap de l'austérité" qui aurait été rejeté par les électeurs* », il met le doigt sur le cœur de l'affrontement : « *"Austérité ou croissance" est peut-être un bon slogan politique mais n'offre pas de réelle alternative* », écrit-il, appelant à poursuivre les réformes d'ajustement, en prônant le modèle allemand. Dans le même temps, il tire la sonnette d'alarme en soulignant combien « *il est tout aussi important que les citoyens ne perdent pas foi dans l'efficacité du remède* ».

Tenir les promesses de réformes, rassurer les marchés, Berlin et Bruxelles, et en même temps, s'attaquer au chômage et faire face à une crise sociale de plus en plus politique, devient une gageure. Le nouveau Premier ministre italien, pour aussi bon élève de la classe européenne qu'il se présente, ne peut esquiver le débat. Devant les parlementaires il s'alarme : « *L'Italie se meurt par la faute de l'austérité* » et il appelle ses partenaires européens à des politiques de relance et à « *plus de marges de manœuvre* ». La question reste entière : quelle voie possible entre les assurances envers l'Allemagne, l'Europe et les marchés, l'affirmation de mettre ses pas dans ceux de Monti, et la réalité des Italiens, la profondeur du rejet de la rigueur, la défiance exprimée massivement envers Berlin et Bruxelles ?

Telle est l'impossible équation à laquelle sont confrontées les forces dominantes, économiques et politiques en Europe. D'autant qu'il n'y a pas si longtemps la brutalité du plan imposé à Chypre avec ses conséquences désastreuses pour l'économie de l'île, et pour toute la société, a indiqué une détermination à poursuivre dans la même voie sans que s'ouvre par ailleurs une perspective de sortie de crise. Tout au contraire, les menaces sur les systèmes bancaires en Slovénie, en Espagne, et même en Italie, se précisent, relançant le débat sur la contradiction entre les contraintes imposées au nom de l'euro et les fractures qui

se creusent au sein des populations, et entre les pays du Sud et ceux du Nord, jusqu'à l'évocation d'un éclatement de la zone. De ce point de vue, la crise italienne, après la Grèce, l'Espagne, Chypre, l'instabilité en Roumanie ou en Slovénie, les tensions en France, active la confrontation sur les changements à opérer pour la réorientation sociale de l'Union européenne, pour sa refondation démocratique. L'« *Autre Europe* » ne se trouve ainsi plus posée en terme de projet global alternatif, mais comme l'enjeu d'un affrontement en cours à partir des réalités vécues et perçues, des résistances et des réponses concrètes à y apporter.

Peu de commentateurs on relevé une dimension essentielle du vote pour le Mouvement des 5 étoiles (M5S) : l'exigence que la politique et la démocratie soient déterminées par des réponses concrètes et d'efficacité pour une amélioration réelle de la qualité de la vie, ici et maintenant. Le centre gauche de Bersani n'y a pas répondu, menant au contraire une campagne de plus en plus générale et modérée, tournée vers le centre. En laissant aux flatteries démagogiques la parole contestataire sur l'Europe, il paie aussi son refus et son incapacité à se poser en acteur d'une réorientation sociale et démocratique de l'UE pour faire face à la crise. La liste de Révolution Civile n'a pas réussi pour sa part à donner corps à une dynamique politique des « *mouvements sociaux* » au sens altermondialiste, et dont la campagne conduite par le juge anti-mafia Ingraio a porté essentiellement sur la moralisation de la vie politique, davantage que sur les enjeux sociaux.

Les problèmes renvoyés à plus tard

La question posée maintenant est celle de la viabilité de la configuration issue des ultimes tractations et du vote de confiance au Parlement envers le gouvernement Letta. Dans un premier temps, le Premier ministre donnera des gages et des signes qu'il a « *entendu le message des urnes* ». Par la composition d'un gouvernement rajeuni et féminisé avec des figures nouvelles et issues de la diversité. La réduction du financement des élus et des partis sera mise dans la corbeille. Aux électeurs de Berlusconi, il offre la suspension de la très impopulaire taxe d'habitation créée par M. Monti, aux couches populaires le renoncement à l'augmentation de la TVA, à Beppe Grillo et à la gauche, il se dit ouvert à la proposition d'un revenu minimum pour les familles les plus défavorisées. Mais une des missions prioritaires sera la réforme de la loi électorale, en discussion depuis bientôt huit années.

Berlusconi, fort de ses positions dans le gouvernement et de sa capacité de nuisance, vendra cher son soutien, poursuivant sa stratégie d'étouffement d'un PD désorienté, dévasté et divisé. On commence à entendre parler d'amnistie. L'avenir s'annonce sombre et reste de toute manière brouillé d'incertitudes. On ne voit pas émerger pour le moment de force ou de construction nouvelle en capacité de faire face. Rifondazione appelle toutes les forces de la gauche radicale et le MS5 à un front commun contre le gouvernement. Beppe Grillo poussera-t-il les feux de la dénonciation du « *système* » et du « *tous les mêmes* » espérant tirer les bénéfices de l'effondrement de la confiance, de l'amertume et des colères intactes ? Des passerelles seront-elles posées au parlement avec le centre gauche ? Bien imprudent qui se prononçerait aujourd'hui sur les scénarios évoqués. Pour les forces conservatrices, libérales et néolibérales, rien non plus n'est véritablement écrit. L'échec de Monti et le vote grilliste restent des avertissements sérieux. Le gouvernement dépend d'une majorité hétérogène qui ne peut être totalement indifférente au pays réel. La réalité c'est que toutes les questions posées par les électeurs sont devant, tout reste ouvert dans la mesure où les réponses aux problèmes essentiels sont renvoyées à plus tard.

Quel laboratoire ?

Parler de l'Italie comme d'un exemple dont il faudrait s'inspirer apparaît aujourd'hui bien risqué. En faire un laboratoire d'expériences qui pourraient à terme nous concerner mérite attention. On ne peut ignorer l'intérêt que suscite le résultat de Beppe Grillo. Surtout on ne saurait prendre à la légère l'invocation de l'Italie, après d'autres pays, pour légitimer dans l'opinion le modèle des « *grandes coalitions* » droite-gauche, avec les appels pour un gouvernement d'union nationale ou pour « *un accord national* », seuls capables d'imposer les « *indispensables* » réformes structurelles.

Marge de manœuvre réduite, ici jusqu'à l'impasse, pour la social-démocratie ; pressions en faveur de coalitions d'union nationale ; droite affaiblie mais à l'offensive ; poussée démagogique et populiste ; recherche d'une relation dynamique avec les mouvements sociaux et le mouvement syndical par une gauche critique qui ne cultiverait pas sa posture de contestation mais contribuerait à un rassemblement majoritaire en phase avec les aspirations populaires ; prise en compte de la dimension européenne de la crise. Dans le même temps, appel à la politique d'apporter des réponses concrètes, d'être utile. Autant de défis et de questions qui, dans des conditions partout originales, sont posées en Europe, particulièrement au sud, dans les pays les plus brutalement touchés par les politiques d'austérité. Avec le constat de l'impasse des politiques d'ajustement, la gravité de leurs conséquences, la défiance sur les partis politiques et l'Europe et leur capacité à faire face à la crise, le tsunami électoral italien devrait faire mûrir le débat sur le caractère inédit de la situation, et l'effort de renouvellement et de créativité politiques qu'elle appelle. ■